ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 9 janvier 1992, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "portant dispositions sociales et diverses; titre VI : Montants minimums garantis de pension dans le secteur public", et en ayant délibéré en ses séances des 5 février, 11 mars et 18 mars 1992, a donné le 18 mars 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 januari 1992 door de Minister van Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende sociale en diverse bepalingen; titel VI : Gewaarborgde minimumpensioenbedragen in de openbare sector", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 5 februari, 11 maart en 18 maart 1992, en op 18 maart 1992 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Comme l'indique l'exposé des motifs, le projet tend à instaurer un nouveau régime de montants minimums garantis de pensions.

A cet effet, il abroge le titre II du livre Ier de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions et remplace celui-ci par des dispositions autonomes.

Afin d'éviter de vider de son contenu la loi du 15 mai 1984, il serait préférable de remplacer formellement le titre II du livre Ier de la loi du 15 mai 1984 en y insérant les dispositions en projet.

Si cette suggestion était suivie, l'intitulé devrait être le suivant :

"Loi modifiant la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions".

Le projet serait présenté comme suit :

"Article 1er (texte de l'article 76 du projet, corrigé et adapté).

"A l'article 4 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, modifié par la loi du 21 mai 1991, sont apportées les modifications suivantes :

a) au paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Par fonction principale, il faut entendre :

1° la fonction qui n'a comporté que des prestations complètes;

2° la fonction qui donne lieu à l'octroi d'une pension fixée conformément à l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 précité et pour laquelle le rapport visé à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, c, de cet arrêté atteint au moins 5/10;

3° la fonction qui donne lieu à l'octroi d'une pension qui n'est pas établie conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 précité mais qui a comporté au cours des cinq dernières années de la carrière des prestations incomplètes correspondant en moyenne au moins à 5/10 de ces même services à prestations complètes.";

b) au paragraphe 3, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

"Si le conjoint décédé exerçait une fonction principale au sens du paragraphe 2, alinéa 3, les paragraphes 1er et 2 ne sont pas applicables au calcul de la pension du conjoint survivant aussi longtemps que celui-ci n'a pas atteint l'âge de 45 ans. Pendant cette pé-

riode, il bénéficie des dispositions relatives aux montants minimums des pensions de survie du titre II de la présente loi.

Si le conjoint décédé n'exerçait pas une fonction principale au sens du paragraphe 2, alinéa 3, le montant de la pension de conjoint survivant est établi conformément aux paragraphes 1er et 2. Aussi longtemps que le conjoint survivant n'a pas atteint l'âge de 45 ans, ce montant ne pourra toutefois pas excéder le montant minimum des pensions de survie prévu à l'article (30) diminué éventuellement en application de l'article (32, § 1er)".

Article 2 (article 75 du projet).

Dans le livre Ier de la même loi, le titre II, comprenant les articles 27 à 44, modifié par les lois des 4 juin 1987, 2 janvier 1990 et 21 mai 1991 et par l'arrêté royal du 20 juin 1990, est remplacé par le titre suivant :

"Titre II. - Montants minimums des pensions

Chapitre Ier. - Champ d'application.

Article 27 : article 51 du projet.

Chapitre II. - Définitions.

Article 27bis : article 52 du projet.

Chapitre III. - Montants minimums des pensions de retraite.

Section 1ère. Pensions de retraite pour raison d'âge ou d'ancienneté.

Article 28 : article 53 du projet.

Section 2. Pensions de retraite pour cause d'inaptitude physique.

Article 29 : article 54 du projet.

Chapitre IV. - Montants minimums des pensions de survie.

Article 30 : article 55 du projet.

Chapitre V. - Dispositions communes.

Article 31 : article 56 du projet;
Article 31bis : article 57 du projet;
Article 32 : article 58 du projet;
Article 32bis : article 59 du projet;
Article 32ter : article 60 du projet;
Article 33 : article 61 du projet;
Article 34 : article 62 du projet;
Article 35 : article 63 du projet;
Article 36 : article 64 du projet;
Article 37 : article 65 du projet;
Article 38 : article 66 du projet.

Chapitre VI. - Supplément accordé en cas de handicap grave.

Article 39 : article 67 du projet;
Article 39bis : article 68 du projet;
Article 39ter : article 69 du projet;
Article 40 : article 70 du projet;
Article 41 : article 71 du projet.

Chapitre VII. - Mesures d'harmonisation.

Article 42 : article 72 du projet.

Chapitre VIII. - Dispositions transitoires.

Article 43 : article 73 du projet;
Article 44 : article 74 du projet".

Article 3 (article 77, 2° et 3°, du projet, le 1° devenant inutile).

Dans la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 50bis, § 2, y inséré par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 et modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 1985, les mots "par l'article 32" sont remplacés par les mots "par l'article 30";

2° à l'article 68, modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 1985, les mots "par les articles 28 et 32" sont remplacés par les mots "par les articles 28 et 30".

Article 4 (article 78 du projet, sous réserve de l'observation de l'Inspecteur des finances).

La présente loi entre en vigueur le ...".

Si le plan proposé ci-dessus était adopté, il conviendrait d'adapter en conséquence les références faites aux articles du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 51
(devenant l'article 27 de la loi du 15 mars 1984).

1. Au paragraphe 1er, 1°, c et d, il y a lieu de tenir compte des modifications de dénomination des institutions publiques, telles qu'elles sont prévues par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, si ses dispositions sont entrées en vigueur avant le vote du présent projet.

2. Le paragraphe 2, 2° et 3°, concernent la pension immédiate ou différée, "visée" à l'article 46 de la loi du 15 mai 1984. On ne trouve pas ces deux adjectifs dans l'article 46, mais bien dans l'intitulé du titre III qui précède l'article 45.

Dès lors, le paragraphe 2, 2° et 3°, serait mieux rédigé comme suit :

"2° d'une pension immédiate, telle qu'elle est prévue à l'article 46, lorsque cette pension a été accordée pour une période de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension, inférieure à vingt années, indépendamment des bonifications pour tudes et des autres périodes bonifiées comme services pour la détermination du traitement;

3° d'une pension différée, telle qu'elle est prévue à l'article 46;".

3. Le paragraphe 2, 4°, serait mieux rédigé comme suit :

"4° d'une pension différée qui a été accordée en application des articles 55 à 62 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires;".

Article 52
(devenant l'article 27bis de la loi du 15 mai 1984).

Paragraphe 1er.

La phrase introductive doit être rédigée comme suit :

"Pour l'application du présent titre, il faut entendre par "fonction accessoire" :".

Paragraphe 2.

La définition donnée dans l'alinéa 2 n'en est pas une.

Au surplus, la notion de "retraité marié" résulte implicitement de l'alinéa 1er.

En conséquence, l'alinéa 2 doit être omis.

Paragraphe 4.

Le texte se réfère à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères. Ce procédé de législation par référence est source d'insécurité juridique, d'autant plus qu'il s'agit de normes émanant d'autorités différentes.

Il serait dès lors préférable de reproduire dans le texte en projet le contenu de la disposition à laquelle il est fait référence, ou, au moins, de prévoir que cette disposition est applicable avec ou sans les modifications qui y seraient apportées ultérieurement par le Roi.

Article 54.
(devenant l'article 29 de la loi du 15 mai 1984).

La rédaction de l'article s'inspire du texte de l'article 29 de la loi du 15 mai 1984.

Il serait plus clair d'écrire au paragraphe 1er :

"Pour les personnes ... de la loi précitée du 5 août 1978, le montant minimum garanti est fixé :

1° pour un retraité isolé, à 50 p.c. du traitement moyen des cinq dernières années ...;

2° pour un retraité marié, à 62,5 p.c. de ce traitement".

Article 55
(devenant l'article 30 de la loi du 15 mai 1984).

Si la suggestion faite dans l'observation générale est suivie, les mots "de la loi du 15 mai 1984 précitée" doivent être omis.

Article 56
(devenant l'article 31 de la loi du 15 mai 1984).

Bien que le présent projet ne soit pas une loi d'impôt, l'emploi de l'adjectif "imposable" à l'article 56 implique une référence aux lois d'impôt.

Suivant l'article 6 du Code des impôts sur les revenus :

"Le revenu imposable est constitué par l'ensemble des revenus nets des catégories suivantes :

1° les revenus des propriétés foncières;

2° les revenus et produits des capitaux et biens mobiliers;

3° les revenus professionnels;

4° les revenus divers".

Il ressort donc du texte précité que le Code des impôts sur les revenus n'utilise pas les termes "revenus bruts imposables".

Pour les revenus professionnels en particulier, l'article 43, 1°, du Code des impôts sur les revenus prend comme point de départ leur montant brut. Mais ce montant brut ne s'entend qu'après déduction de certains revenus immunisés parmi lesquels on peut relever certaines plus-values (articles 34 et suivants), les pensions et les rentes aux victimes militaires et civiles des deux guerres (article 41, § 1er, 2°), les indemnités d'adaptation octroyées aux veuves (article 41, § 1er, 4°), le remboursement par l'employeur des frais de déplacement du domicile au lieu de travail (article 41, § 2, 1°), les déductions pour investissements (article 42ter).

Le projet devrait, dès lors, définir dans l'article 52, consacré aux définitions, ce qu'il faut entendre par "revenu brut" pour l'application de la loi en projet, en évitant d'accoupler les mots "brut" et "imposable" qui sont inconciliables.

La même observation vaut pour toutes les dispositions du projet où apparaît l'expression "revenu brut imposable".

En outre, le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 58
(devenant l'article 32 de la loi du 15 mai 1984).

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

Conformément aux règles de la légistique, le a et le b doivent être remplacés par 1° et 2° et le 2° doit être subdivisé en a, b, c et d.

En outre, les dispositions figurant sous 1° à 4° (devenant a à d) du texte français doivent être précédées par le mot "les".

Les références à ces subdivisions, figurant dans les articles suivants, doivent être adaptées en conséquence.

Article 59
(devenant l'article 32bis de la loi du 15 mai 1984).

Paragraphe 1er.

L'alinéa 2 détermine le montant annuel "brut imposable" par référence au montant qui sert de base pour le calcul des cotisations sociales. Ce dernier montant est déterminé, en application de l'article 73 de la loi-programme du 30 décembre 1988, comme correspondant aux revenus professionnels bruts, "diminués des dépenses ou charges professionnelles".

L'alinéa 2 contient donc une contradiction interne qu'il y a lieu de supprimer.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les déductions visées à l'article (58), § 2, sont toutefois limitées à 50 p.c. du montant à déduire, avec un maximum de 8.170 francs par mois".

2. S'il faut entendre le revenu professionnel visé à l'alinéa 2 comme étant "le revenu brut imposable", la

disposition appelle la même observation que celle qui a été formulée au sujet de l'article 56.

Article 60
(devenant l'article 32ter de la loi du 15 mai 1984).

Pour rendre le texte plus clair, il y aurait lieu de le récrire en s'inspirant du commentaire consacré à cet article dans l'exposé des motifs, qui fait mieux apparaître qu'il s'agit d'un minimum garanti.

Article 61.
(devenant l'article 33 de la loi du 15 mai 1984).

Paragraphe 1er.

Le texte du commentaire consacré à l'article dans l'exposé des motifs est plus clair que le texte même de l'article.

Il est donc suggéré de récrire le paragraphe 1er en s'inspirant du texte du commentaire.

La même observation vaut pour le paragraphe 2.

Article 63
(devenant l'article 35 de la loi du 15 mai 1984).

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 64
(devenant l'article 36 de la loi du 15 mai 1984).

L'alinéa 2 serait plus simplement et plus clairement rédigé comme suit :

"Le supplément reste toutefois dû pour la période de la détention préventive, si celle-ci se révèle illégale ou inopérante".

Article 65
(devenant l'article 37 de la loi du 15 mai 1984).

Paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er rattache les montants mentionnés dans les articles 53, 54, § 3, 55, 56 et 59, § 3, à l'indice 138,01 des prix à la consommation.

Le dernier indice publié au Moniteur belge du 29 février 1992 s'élève à 111,72, ce qui impliquerait une réduction immédiate des montants visés ci-avant.

Si l'on veut conserver le chiffre de 138,01 comme base d'indexation, il faut indiquer qu'il s'agit de l'indice calculé selon la formule se référant à la moyenne des douze indices mensuels de 1981.

En outre, l'exposé des motifs devrait indiquer, avec sa date de publication au Moniteur belge, le coefficient retenu pour la conversion de l'ancien indice.

La même observation vaut pour les articles 71 et 73 du projet.

Paragraphe 2.

A défaut de pouvoir fixer des limites précises au pouvoir du Roi, l'habilitation prévue au paragraphe 2 est trop large et, dès lors, contraire à l'article 114 de la Constitution.

La même observation vaut pour l'article 67, § 2, deuxième phrase.

Article 66
(devenant l'article 38 de la loi du 15 mai 1984).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 67
(devenant l’article 39 de la loi du 15 mai 1984).

Paragraphe 1er.

La fin de l’alinéa 1er devrait être rédigée comme suit : "... résultent d’un handicap grave survenu au cours de la carrière".

Le texte néerlandais de l’alinéa 2 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 68
(devenant l’article 39bis de la loi du 15 mai 1984).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 70
(devenant l’article 40 de la loi du 15 mai 1984).

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 72
(devenant l'article 42 de la loi du 15 mai 1984).

1. Si la suggestion faite dans l'observation générale était suivie, mieux vaudrait écrire, à l'alinéa 1er, "à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du ..., modifiant la loi du 15 mars 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions" au lieu de "à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent titre".

2. La règle prévue à l'alinéa 1er étant appelée à entrer en vigueur dès la publication de la loi modificative, l'alinéa 3 doit se comprendre comme étant une instruction donnée aux différentes autorités de prendre les mesures d'adaptation formelle rendues nécessaires pour l'application de l'alinéa 1er.

Si telle est bien la signification de l'alinéa 3, celui-ci est superflu et doit être omis.

Article 73
(devenant l'article 43 de la loi du 15 mai 1984).

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

L’alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Si, à la date précitée, le pensionné ne bénéficiait pas effectivement d’un supplément accordé en application des dispositions de la présente loi, avant sa modification par la loi du ..., le bénéfice des dispositions nouvelles du présent titre ne lui sera accordé que s’il en fait la demande".

Paragraphe 3, alinéa 1er.

1. La fin de la première phrase doit être rédigée comme suit : "... que celles de la loi du ..., modifiant la loi du 15 mai 1984 portant mesures d’harmonisation dans les régimes de pensions".

2. De l’accord du fonctionnaire délégué, la deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Toutefois, pendant cette période, l’application de ces dispositions ne pourra procurer un avantage supérieur à celui dont l’intéressé bénéficiait effectivement à la date précitée, quelle que soit l’évolution ultérieure de sa situation".

Article 75.

En raison du plan proposé sous l’observation générale, l’article n’a plus d’objet et doit être omis.

Article 76.

Il y a lieu de se reporter à la proposition de texte faite pour l'article 1er, sous l'observation générale.

Article 77.

Il y a lieu de se reporter à la proposition de texte faite pour l'article 3, sous l'observation générale.

Article 78.

La loi en projet ne pouvant plus être adoptée avant le 1er janvier 1992, il convient d'en postposer l'entrée en vigueur.

OBSERVATION FINALE.

1. Dans les articles 53 à 56 ainsi que dans l'article 74, il convient d'écrire, dans le texte français, "francs", plutôt que "Frs".

2. L'ensemble du texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

---

ALGEMENE OPMERKING.

Zoals blijkt uit de memorie van toelichting behelst het ontwerp de invoering van een nieuw stelsel van gewaarborgde minimumpensioenbedragen.

Daartoe wordt titel II van boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen opgeheven en wordt die titel vervangen door op zich staande bepalingen.

Om te vermijden dat de wet van 15 mei 1984 wordt uitgehold, zou het beter zijn dat titel II van boek I van de wet van 15 mei 1984 uitdrukkelijk wordt vervangen door de ontworpen bepalingen die daarin worden ingevoegd.

Indien op dit voorstel wordt ingegaan, zou het opschrift als volgt moeten luiden :

"Wet tot wijziging van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen".

Het ontwerp zou als volgt worden ingekleed :

"Artikel 1 (tekst van artikel 76 van het ontwerp, verbeterd en aangepast).

In artikel 4 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen,

gewijzigd bij de wet van 21 mei 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen door het volgende lid :

"Onder hoofdambt moet worden verstaan :

1° het ambt dat slechts diensten met volledige opdracht heeft omvat;

2° het ambt dat aanleiding geeft tot de toekenning van een pensioen, vastgesteld overeenkomstig het voormelde koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 en waarvoor de in artikel 2, § 1, eerste lid, c, van dat besluit bedoelde verhouding minstens gelijk is aan 5/10;

3° het ambt dat aanleiding geeft tot de toekenning van een pensioen dat niet wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983, doch dat gedurende de laatste vijf jaar van de loopbaan diensten met onvolledige opdracht heeft omvat waarvan het gemiddelde minstens gelijk is aan 5/10 van dezelfde diensten met volledige opdracht.";

b) in paragraaf 3 worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende leden :

"Indien de overleden echtgenoot een hoofdambt uitoefende in de zin van paragraaf 2, derde lid, zijn de paragrafen 1 en 2 niet van toepassing op de berekening van het pensioen van de langstlevende echtgenoot zolang deze de leeftijd van 45 jaar niet heeft bereikt. Gedurende die periode valt hij onder de bepalingen met betrekking tot de minimumbedragen van de overlevingspensioenen van titel II van deze wet.

Indien de overleden echtgenoot geen hoofdambt uitoefende in de zin van paragraaf 2, derde lid, wordt het bedrag van het pensioen van de langstlevende echtgenoot vastgesteld overeenkomstig de paragrafen 1 en 2. Zolang de langstlevende echtgenoot de leeftijd van 45 jaar niet heeft bereikt, mag dat bedrag evenwel het in artikel (30) bepaalde minimumbedrag van de overlevingspensioenen, eventueel verminderd met toepassing van artikel (32, § 1) niet te boven gaan".

Artikel 2 (artikel 75 van het ontwerp).

In boek I van dezelfde wet, wordt titel II, bestaande uit de artikelen 27 tot 44, gewijzigd bij de wetten van 4 juni 1987, 2 januari 1990 en 21 mei 1991 en bij het koninklijk besluit van 20 juni 1990, vervangen door de volgende titel :

"Titel II. - Minimumbedragen van de pensioenen.

Hoofdstuk I. - Werkingssfeer.

Artikel 27 : artikel 51 van het ontwerp.

Hoofdstuk II. - Definities.

Artikel 27bis : artikel 52 van het ontwerp.

Hoofdstuk III. - Minimumbedragen van de rustpensioenen.

Afdeling 1. Rustpensioenen wegens leeftijd of anciënniteit.

Artikel 28 : artikel 53 van het ontwerp.

Afdeling 2. Rustpensioenen wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Artikel 29 : artikel 54 van het ontwerp.

Hoofdstuk IV. - Minimumbedragen van de overlevingspensioenen.

Artikel 30 : artikel 55 van het ontwerp.

Hoofdstuk V. - Gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 31 : artikel 56 van het ontwerp;
Artikel 31bis : artikel 57 van het ontwerp;
Artikel 32 : artikel 58 van het ontwerp;
Artikel 32bis : artikel 59 van het ontwerp;
Artikel 32ter : artikel 60 van het ontwerp;
Artikel 33 : artikel 61 van het ontwerp;
Artikel 34 : artikel 62 van het ontwerp;
Artikel 35 : artikel 63 van het ontwerp;

Artikel 36 : artikel 64 van het ontwerp;
Artikel 37 : artikel 65 van het ontwerp;
Artikel 38 : artikel 66 van het ontwerp.

Hoofdstuk VI. - Supplement toegekend in geval van zware handicap.

Artikel 39 : artikel 67 van het ontwerp;
Artikel 39bis : artikel 68 van het ontwerp;
Artikel 39ter : artikel 69 van het ontwerp;
Artikel 40 : artikel 70 van het ontwerp;
Artikel 41 : artikel 71 van het ontwerp.

Hoofdstuk VII. - Harmoniseringsmaatregelen.

Artikel 42 : artikel 72 van het ontwerp.

Hoofdstuk VIII. - Overgangsbepalingen.

Artikel 43 : artikel 73 van het ontwerp;
Artikel 44 : artikel 74 van het ontwerp".

Artikel 3 (artikel 77, 2° en 3°, van het ontwerp, waarbij 1° overbodig wordt).

In de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 50bis, § 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 30 van 30 maart 1982 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 1985, worden de woorden "door artikel 32" vervangen door de woorden "door artikel 30";

2° in artikel 68, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 1985, worden de woorden "in de artikelen 28 en 32" vervangen door de woorden "in de artikelen 28 en 30".

Artikel 4 (artikel 78 van het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerking van de Inspecteur van Financiën).

Deze wet treedt in werking op ...".

Indien de vorenstaande inrichting wordt aangenomen, zouden de verwijzingen naar de artikelen van het ontwerp dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN.

### Artikel 51
(dat artikel 27 van de wet van 15 maart 1984 wordt).

1. In paragraaf 1, 1°, c en d, behoort rekening te worden gehouden met de gewijzigde benamingen van de openbare instellingen zoals ze vermeld staan in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrij-

ven, indien de bepalingen ervan in werking zijn getreden voor dit ontwerp wordt goedgekeurd.

2. Paragraaf 2, 2° en 3°, hebben betrekking op het onmiddellijke of uitgestelde pensioen "bedoeld" in artikel 46 van de wet van 15 mei 1984. Deze bijvoeglijke naamwoorden zijn niet in artikel 46 te vinden maar in het opschrift van titel III, dat aan artikel 45 voorafgaat.

Het zou derhalve beter zijn dat paragraaf 2, 2° en 3°, als volgt wordt geredigeerd :

"2° een onmiddellijk pensioen zoals voorgeschreven door artikel 46, wanneer dat pensioen is toegekend voor een periode van minder dan twintig jaar pensioenaanspraakverlenende dienstjaren, afgezien van de bonificaties wegens genoten onderwijs en de andere periodes die als diensten worden meegerekend voor de vaststelling van de wedde;

3° een uitgesteld pensioen, zoals voorgeschreven door artikel 46;".

3. Het zou beter zijn paragraaf 2, 4°, als volgt te redigeren :

"4° een uitgesteld pensioen dat is toegekend met toepassing van de artikelen 55 tot 62 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen;".

Artikel 52

(dat artikel 27bis van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Paragraaf 1.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Voor de toepassing van deze titel moet onder "bijambt" worden verstaan :".

Paragraaf 2.

In het tweede lid wordt geen echte definitie gegeven.

Bovendien vloeit het begrip "gehuwde gepensioneerde" impliciet voort uit het eerste lid.

Het tweede lid moet bijgevolg vervallen.

Paragraaf 4.

In de tekst wordt verwezen naar artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van

de ministeries. Dit wetgevingsprocédé door verwijzing is een bron van rechtsonzekerheid, temeer daar het gaat om normen die door verschillende overheden zijn uitgevaardigd.

Het zou derhalve beter zijn dat de inhoud van de bepaling waarnaar wordt verwezen in de ontworpen tekst wordt overgenomen of dat tenminste wordt bepaald dat die bepaling van toepassing is met of zonder de wijzigingen die daarin later door de Koning zouden worden aangebracht.

Artikel 54

(dat artikel 29 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

De tekst van artikel 29 van de wet van 15 mei 1984 heeft model gestaan bij de redactie van het artikel.

Duidelijkheidshalve zou het beter zijn in paragraaf 1 te schrijven :

"Voor de personen gepensioneerd wegens ..., of ambtshalve gepensioneerd ... voormelde wet van 5 augustus 1978, wordt het gewaarborgde minimumbedrag vastgesteld op :

1° 50 pct. van de gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar ... voor een alleenstaande gepensioneerde;

2° 62,5 pct. van die wedde voor een gehuwde gepensioneerde".

Artikel 55
(dat artikel 30 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Indien wordt ingegaan op het in de algemene opmerking gedane voorstel, moeten de woorden "van de voormelde wet van 15 mei 1984" vervallen.

Artikel 56
(dat artikel 31 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Ofschoon dit ontwerp geen belastingwet is, houdt het adjectief "belastbaar" in artikel 56 een verwijzing naar de belastingwetten in.

Artikel 6 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen schrijft voor :

"Het belastbaar inkomen wordt gevormd door de gezamenlijke netto-inkomsten van de volgende categorieën :

1° inkomsten uit onroerende goederen;

2° inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen;

3° bedrijfsinkomsten;

4° diverse inkomsten".

Uit voornoemde tekst blijkt dus dat de termen "bruto belastbare inkomsten" niet gebruikt worden in het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Inzonderheid voor de bedrijfsinkomsten neemt artikel 43, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen het brutobedrag als uitgangspunt. Dat brutobedrag verkrijgt men echter pas na aftrek van bepaalde vrijgestelde inkomsten, waaronder een aantal meerwaarden (artikelen 34 en volgende), de pensioenen en renten toegekend aan de militaire en burgerlijke slachtoffers van de twee oorlogen (artikel 41, § 1, 2°), de aanpassingsvergoedingen toegekend aan de weduwen (artikel 41, § 1, 4°), de terugbetaling door de werkgever van de reiskosten van de woonplaats naar de plaats van tewerkstelling (artikel 41, § 2, 1°) en de investeringsaftrekken (artikel 42ter).

In artikel 52 van het ontwerp, waarin de begripsomschrijving worden gegeven, moet derhalve worden bepaald wat voor de toepassing van de ontworpen wet behoort te worden verstaan onder "bruto-inkomen", waarbij moet worden vermeden de woorden "bruto" en "belastbaar", welke onverenigbaar zijn, samen te gebruiken.

Diezelfde opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waarin de uitdrukking "bruto belastbaar inkomen" voorkomt.

Voorts behoort "kalenderjaren" te worden geschreven in plaats van "burgerlijke jaren" alsook "willekeurig welke" in plaats van "om het even welke". De eerste opmerking geldt voor artikel 64, eerste lid, en artikel 65, § 1, tweede lid.

Artikel 58

(dat artikel 32 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Paragraaf 1, eerste lid.

Men schrijve : "... rustpensioenen of ouderdomsr enten, respectievelijk overlevingspensioenen of -renten ... (voorts zoals in het ontwerp)". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, b, 1°, die paragraaf 2, 2°, a, wordt, alsook, mutatis mutandis, voor artikel 68, tweede lid.

Paragraaf 2.

Overeenkomstig de regels inzake wetgevingstechniek moeten de aanduidingen a en b vervangen worden door 1° en 2°, en moet onderdeel 2° worden onderverdeeld in a, b, c en d.

Voorts moeten in de Franse tekst de bepalingen onder 1° tot 4° (welke a tot d worden), voorafgegaan worden door het woord "les".

De verwijzingen naar die onderverdelingen, welke voorkomen in de volgende artikelen, moeten dienovereenkom-stig worden aangepast.

Artikel 59
(dat artikel 32bis van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Paragraaf 1.

Het tweede lid bepaalt het "bruto belastbaar" jaarbedrag door verwijzing naar het bedrag dat dient als basis voor de berekening van de sociale bijdragen. Dat laatste bedrag wordt overeenkomstig artikel 73 van de programmawet van 30 december 1988 bepaald als overeenstemmende met de brutobedrijfsinkomsten, "verminderd met de bedrijfsuitgaven en -lasten".

Het tweede lid bevat dus een interne tegenstrijdigheid, welke behoort te worden verholpen.

In het derde lid schrijve men "voorlopig" in plaats van "ten voorlopige titel".

Paragraaf 3.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"De in artikel (58), § 2, bedoelde verminderingen zijn evenwel beperkt tot 50 pct. van het af te trekken bedrag, met een maximum van 8.170 frank per maand".

2. Indien onder de in het tweede lid bedoelde beroepsinkomsten het "bruto belastbaar inkomen" behoort te worden verstaan, dient met betrekking tot die bepaling dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is geformuleerd omtrent artikel 56.

Artikel 60
(dat artikel 32ter van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Teneinde de tekst duidelijker te maken, behoort hij te worden herschreven op grond van de commentaar die aan dit artikel gewijd is in de memorie van toelichting, waarin beter tot uiting komt dat het een gewaarborgd minimumbedrag betreft.

Artikel 61
(dat artikel 33 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Paragraaf 1.

De tekst van de commentaar die aan dit artikel in de memorie van toelichting is gewijd, is duidelijker dan de eigenlijke tekst van het artikel.

Derhalve wordt voorgesteld paragraaf 1 te herschrijven op grond van de tekst van de commentaar.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2.

Artikel 63

(dat artikel 35 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

In het eerste lid schrijve men : ... ten aanzien van ..." in plaats van "... in hoofde van ...".

Artikel 64

(dat artikel 36 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Het tweede lid is eenvoudiger en duidelijker gesteld indien het als volgt wordt geredigeerd :

"Het supplement blijft evenwel verschuldigd voor de duur van de voorlopige hechtenis, indien deze onwettig of onwerkzaam blijkt".

Artikel 65

(dat artikel 37 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Paragraaf 1.

Paragraaf 1 koppelt de in de artikelen 53, 54, § 3, 55, 56 en 59, § 3, vermelde bedragen aan het indexcijfer 138,01 van de consumptieprijzen.

Het laatste indexcijfer, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 29 februari 1992, bedraagt 111,72. Zulks zou neerkomen op een onmiddellijke vermindering van voormelde bedragen.

Wil men het getal 138,01 behouden als basis voor de indexering, dan moet worden aangegeven dat het hier het indexcijfer betreft dat is berekend volgens de formule waarbij het gemiddelde van de twaalf maandelijkse indexcijfers van 1981 in aanmerking wordt genomen.

Voorts behoort in de memorie van toelichting de coëfficiënt te worden aangegeven die in aanmerking is genomen voor de omzetting van het vroegere indexcijfer, alsmede de datum van bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 71 en 73 van het ontwerp.

Paragraaf 2.

De in paragraaf 2 omschreven machtiging is, in zoverre de precieze grenzen van de bevoegdheid van de Koning niet kunnen worden bepaald, te ruim en derhalve strijdig met artikel 114 van de Grondwet.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 67, § 2, tweede volzin.

Artikel 66
(dat artikel 38 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Men schrijve "pas" in plaats van "slechts".

Artikel 67
(dat artikel 39 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Paragraaf 1.

Het einde van het eerste lid moet als volgt worden gesteld : "... personen die overeenkomstig artikel 83 van voormelde wet van 5 augustus 1978 ambtshalve gepensioneerd zijn en wier afwezigheid wegens ziekte vóór hun pensionering te wijten is aan een zware handicap die tijdens de loopbaan is opgelopen".

Tevens verdient het aanbeveling het tweede lid van paragraaf 1 als volgt te stellen :

"Het in het eerste lid bepaalde voordeel is alleen bestemd voor degenen voor wie het verlies van de graad van zelfredzaamheid als gevolg van de zware handicap op ten minste 12 punten wordt vastgesteld volgens de wijze van evaluatie voorgeschreven bij het ministerieel besluit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 68
(dat artikel 39bis van de wet van 15 mei 1984 wordt).

In het tweede lid schrijve men "totale" in plaats van "globale".

Artikel 70
(dat artikel 40 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Men schrijve : "... aan degene die verscheidene rustpensioenen geniet" in plaats van "... in hoofde van een titularis van meerdere rustpensioenen".

Artikel 72
(dat artikel 42 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

1. Indien het in de algemene opmerking gedane voorstel wordt gevolgd, zou het beter zijn in het eerste lid te schrijven :

"De minimumbedragen van de pensioenen bepaald in geval van pensionering wegens leeftijd ... mogen vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet van ... tot wijziging van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen niet verschillen van die

welke bij deze wet worden toegekend aan de personen die in dezelfde omstandigheden verkeren".

2. De in het eerste lid vervatte regel moet in werking treden zodra de wijzigingswet wordt bekendgemaakt. Derhalve moet het derde lid opgevat worden als een onderrichting die wordt gegeven aan de onderscheiden overheden om de maatregelen tot vormelijke aanpassing te nemen welke noodzakelijk zijn voor de toepassing van het bepaalde in het eerste lid.

Is zulks wel degelijk de strekking van het derde lid, dan is het overbodig en moet het vervallen.

Artikel 73

(dat artikel 43 van de wet van 15 mei 1984 wordt).

Paragraaf 1.

In het eerste lid schrijve men "regels" in plaats van "modaliteiten".

Het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"Indien de gepensioneerde op de voormelde datum niet werkelijk een met toepassing van het bepaalde in deze wet toegekend supplement genoot vooraleer zij is gewijzigd bij de wet van ..., wordt het voordeel van de nieuwe

bepalingen van deze titel alleen toegekend als hij erom verzoekt".

Paragraaf 3, eerste lid.

1. Het lid moet als volgt worden gesteld :

"Voor de op 31 december 1991 lopende rustpensioenen ten aanzien waarvan de gerechtigde op die datum werkelijk een supplement genoot, toegekend als minimumbedrag van het pensioen, blijven de op die datum van kracht zijnde bepalingen volledig van toepassing zolang zij gunstiger uitvallen dan die van de wet van ... tot wijziging van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen".

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tweede volzin beter als volgt wordt gesteld :

"Tijdens die periode kan de toepassing van die bepalingen evenwel geen voordeel opleveren dat hoger is dan wat betrokkene op voormelde datum werkelijk genoot, ongeacht de verdere ontwikkeling van zijn toestand".

Artikel 75.

Gelet op het plan dat in de algemene opmerking wordt voorgesteld, is het artikel doelloos geworden en dient het te vervallen.

Artikel 76.

Verwezen dient te worden naar het tekstvoorstel dat in de algemene opmerking omtrent artikel 1 wordt gemaakt.

Artikel 77.

Verwezen dient te worden naar het tekstvoorstel dat in de algemene opmerking omtrent artikel 3 wordt gemaakt.

Artikel 78.

Aangezien de ontworpen wet vóór 1 januari 1992 niet meer kan worden goedgekeurd, moet de inwerkingtreding ervan worden verdaagd.

SLOTOPMERKING.

1. In de artikelen 53 tot 56, alsook in artikel 74, moet in de Franse tekst "francs" worden geschreven in plaats van "Frs".

2. De Nederlandse tekst van het ontwerp kan op een aantal punten worden verbeterd. Zo bijvoorbeeld worden in het ontwerp een aantal onjuiste termen of uitdrukkingen gebezigd, waarvoor in dit advies bij wijze van voorbeeld enige tekstvoorstellen worden gedaan. Voorts wordt het bijvoeglijk naamwoord in combinatie met het bepaald lidwoord "het" vaak ten onrechte niet verbogen; zo staat onder meer in artikel 61, § 1, eerste lid, "het nominaal bedrag" en in artikel 63, eerste lid, "het nominale bedrag"; in artikel 68, eerste lid, "het globale pensioenbedrag" en "het verschuldigd bedrag". De Nederlandse tekst zou derhalve moeten worden herzien.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,
Madame : R. DEROY, greffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : kamervoorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,
griffier.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.